

L'OCEAN, BIEN COMMUN DE L'HUMANITE : UNE UTOPIE POUR LE 21 ° SIECLE.

COLLOQUE ORGANISE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DE LA MER
EN PARTENARIAT AVEC LE CENTRE D'ETUDES STRATEGIQUES DE LA MARINE ET
L'INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE, FONDATION ALBERT 1^{er}, PRINCE DE MONACO

1^{er} octobre 2015

NOTE DE PRESENTATION

*As-tu pénétré jusqu'aux sources de la mer ?
T'es-tu promené dans les profondeurs de l'abîme ?
La Bible – Job - 38/1/ v 16*

En ce début de siècle, le temps est venu de porter un nouveau regard sur les océans, à l'heure où les grands équilibres du monde sont en reconstruction. L'explosion du commerce maritime international, l'émergence en mer de nouveaux risques et de nouvelles menaces, les perspectives d'accès à de nouvelles ressources énergétiques, la compréhension, voire l'exploitation, de la biodiversité marine, le développement des capacités d'intervention par grand fonds, l'impact du milieu marin sur le climat, sont autant de questions, parmi bien d'autres, qui militent pour aller, sur le plan international, au delà de la seule prise de conscience du rôle central des océans dans le développement durable de la planète.

La III^e Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, en donnant naissance à la convention de Montego Bay (CNUDM) voilà plus de trente ans, avait mis en place de nouveaux modes de relations entre Etats côtiers, puissances maritimes et Etats émergents du tiers monde. Cette « charte » avait consacré le principe d'un partage international des ressources potentielles des grands fonds marins de la haute mer - à travers le concept de « *patrimoine commun de l'humanité* » -, et jeté les bases de la protection de l'environnement marin. Mais elle avait aussi cristallisé un mouvement d'appropriation d'espaces très importants, une « territorialisation » de la mer dans laquelle, depuis ce temps, les Etats côtiers expriment leurs rapports de puissance avec un discours de souveraineté devenu parfois expansif, si ce n'est agressif.

Les temps changent cependant. La réunion fin 2015 à Paris de la 21^e Conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21) ne pourra éluder le rôle central des mers et des océans sur la régulation climatique. De même, la décision récente des Nations unies de lancer, dans le prolongement de la CNUDM, une négociation sur la conservation et la protection des richesses de la biodiversité en haute mer est un signe important. « L'Appel de Paris » lancé en avril 2013 par le Conseil économique, social et environnemental, a lui aussi envoyé un signal d'alerte sur l'importance de la protection collective de la haute mer.

Cette prise de conscience que la mer - son état, son usage, son potentiel - devient véritablement une des clés de l'avenir de la terre, nous porte à proposer, pour alimenter le débat, une nouvelle réflexion sur le concept, ancien, de « *bien commun* ». Mers et océans, « *res communis* », une nouvelle sorte de « *mare nostrum* » à l'échelle du globe dans laquelle les rapports traditionnels de puissance entre les nations doivent laisser une place plus large aux nécessités d'une nouvelle entente ; la mer, comprise comme un espace unique, global et physiquement solidaire, où l'expression de la souveraineté - dans des zones aujourd'hui morcelées par le droit -, pourrait s'effacer devant l'expression d'une nouvelle responsabilité collective, animée par les Etats comme par la société civile dans une gouvernance partagée et soucieuse d'en maîtriser l'exploitation raisonnable.

Dans cette architecture repensée des relations internationales pour les océans, faite d'un nouvel équilibre entre droits et devoirs, les principes traditionnels et pérennes du droit de la mer - loi du pavillon, liberté de navigation...-, devraient trouver une place confortée.

L'idée de cette prochaine rencontre, soutenue par des partenaires importants venus de tous horizons, est ainsi d'apporter au débat, après un constat précis des enjeux, le contenu de la notion de « bien commun » et son applicabilité - notamment à travers le cas particulier de la haute mer -, comme nouveau « paradigme » d'une gouvernance concertée et durable des mers et océans.